



Rapport rédigé par :

- Damj l'association tunisienne pour la justice et l'égalité est une organisation qui a pour but la défense et la promotion des droits humains des personnes LGBTQI en Tunisie.
- L'initiative Mawjoudin pour l'égalité est une association tunisienne qui lutte pour l'égalité et les droits des personnes LGBTQI++.
- KELMTY est un collectif des LGBT tunisiens qui promeut les valeurs de la tolérance et défend les droits des personnes homosexuelles.
- Chouf est une organisation féministe qui se mobilise pour les droits corporels et sexuels des femmes. L'organisation tend, à renforcer les capacités des femmes issues de minorité sexuelles, ethniques, économiques et culturelles. Chouf met également en place des structures de soutiens psychologique, judiciaire et physique pour toute femme et personnes s'identifiant comme tel.
- Shams est une association qui travaille pour la dériminalisation de l'homosexualité en Tunisie et oeuvre pour lutter contre l'homophobie et lancer un débat sociétal sur l'homosexualité.

Avec l'appui du Réseau Euro-Méditerranéen des Droits Humains - EuroMed Droits

Et avec l'appui de Heinrich Boell Stiftung



Report by :

- *Damj The Tunisian Association for justice and equality is an organization whose goal is to defend and promote the human rights of the LGBTIQ people in Tunisia.*
- *The initiative Mawjoudin for equality is a Tunisian association that fights for equality and the rights of LGBTIQ people.*
- *KELMTY is a coalition of LGBT Tunisian activists whose aim is to promote the values of tolerance and to defend the rights of homosexual people.*
- *Chouf is a feminist organization that defends women's bodily and sexual rights. The organization aims at strengthening the abilities of women coming from sexual, ethnic, economic and cultural minorities. Chouf also establishes the foundations of psychological, judicial and physical support for any woman and persons identifying themselves as such.*
- *Shams is an association that works for the decriminalization of homosexuality in Tunisia, struggles to fight against homophobia and attempts at initiating discussions on homosexuality in society.*

**With the support of the Euro-Mediterranean Human Rights Network
- EuroMed Rights**

And with the support of Heinrich Boell Stiftung





Co-signataires

- Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD)
- Comité Pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT)
- Association Beity
- Association De Défense Des Libertés Individuelles (ADLI)
- L'Organisation Tunisienne de la Justice Sociale et de la Solidarité (OTJUSS)
- Association pour la promotion du Droit à la Différence (ADD)
- L'organisation Kistas Pour Le Développement de la Démocratie et la Défense des Droits de l'Homme (KISTAS)
- l'Association Tunisienne de Prévention Positive (ATP+)
- Groupe De Plaidoyer Des Personnes Handicapées
- Le groupe Tawhida Ben Cheikh
- Réseau Dostourna
- Coexistence with Alternative Language and Action Movement (CALAM)
- Free Sight Association

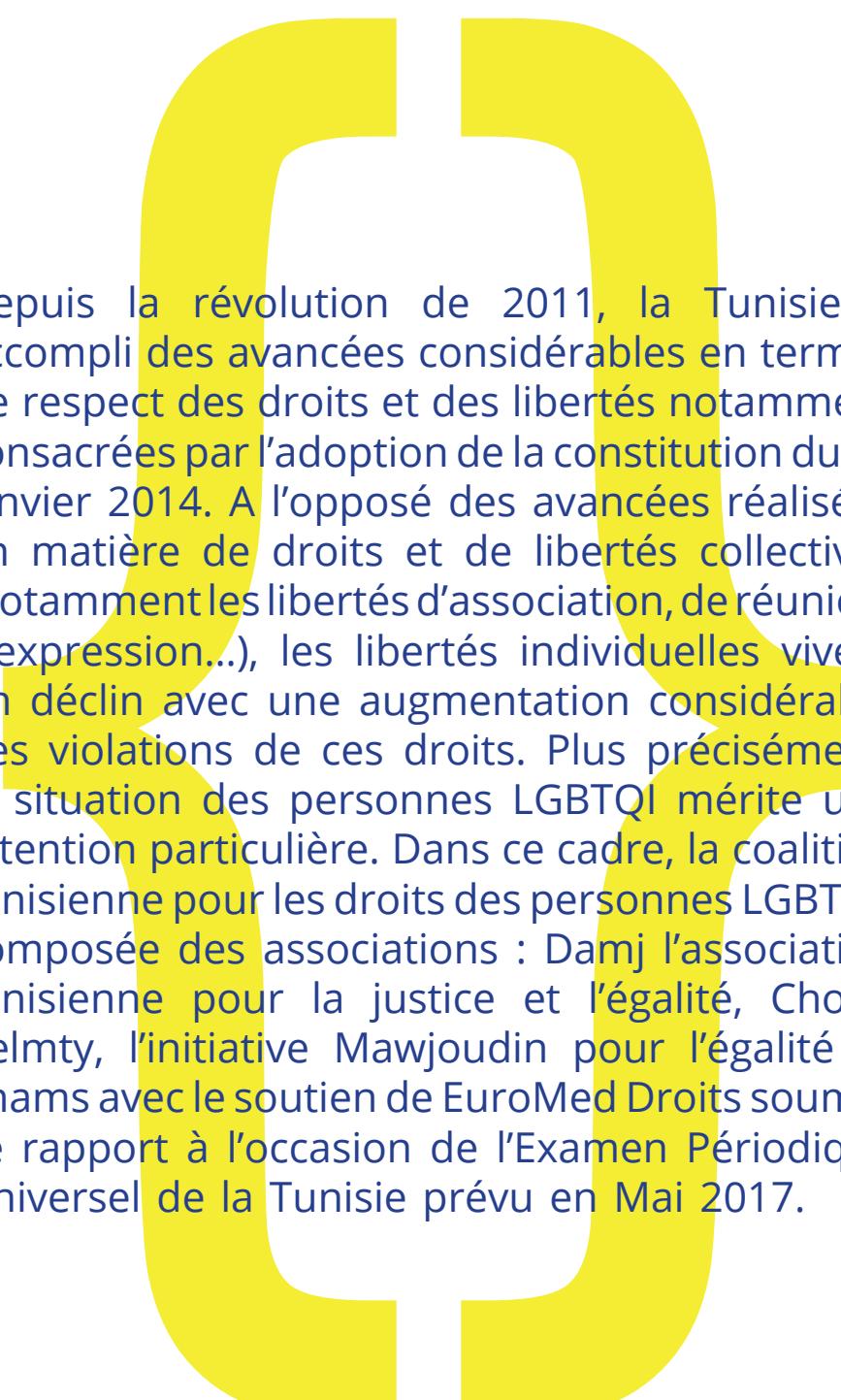
Co-signatories

- Tunisian Association of Democratic Women -Comity of respect for liberties and human rights in Tunisian -Tunisian Organization for social justice and solidarity
- Association of the Defense of Individual Liberties
- Promotion of the Right for Difference Association
- Kistas Organization for the Development of Democracy and Defense of Human Rights
- Tunisian Association for Positive Prevention
- Advocacy Group for the Disabled
- Tawhida Ben Cheikh Group
- Beity Association
- Dostourna Network
- Coexistence with Alternative Language and Action Movement
- Free Sight Association

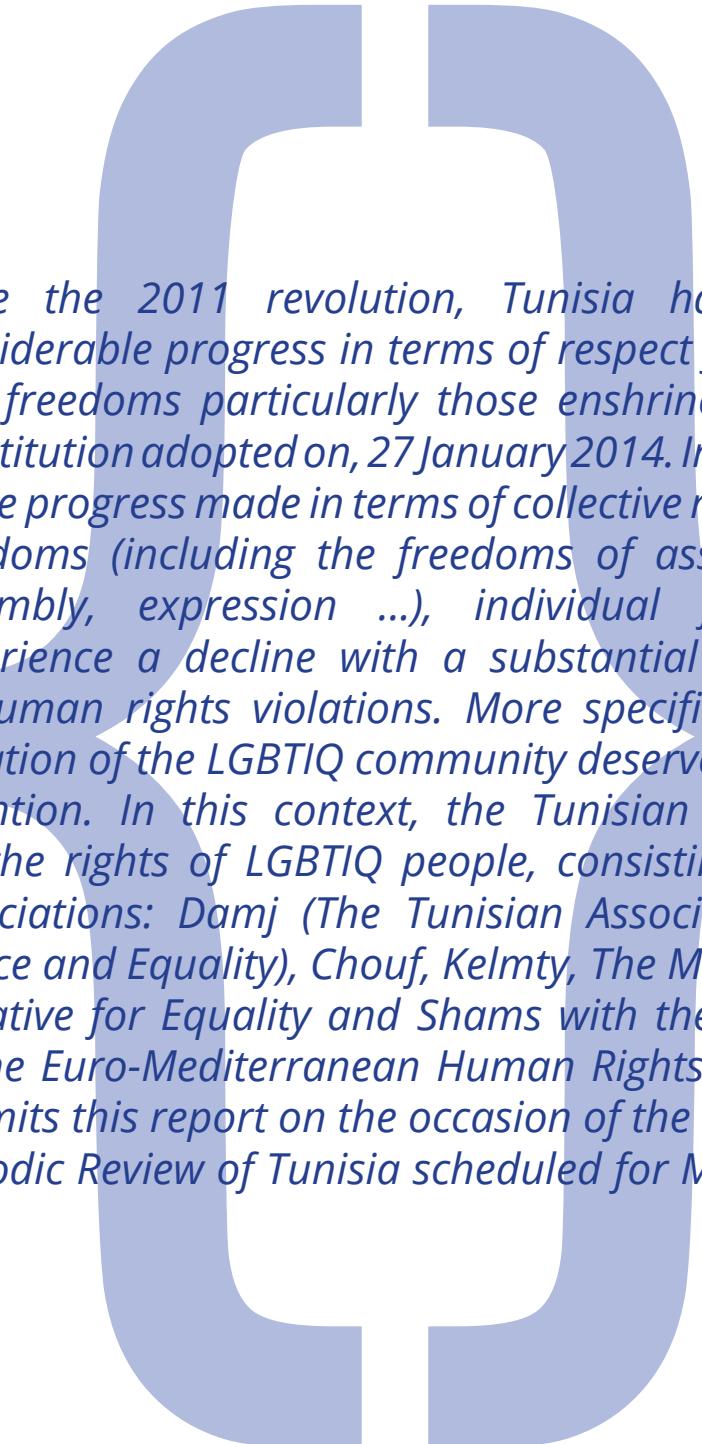


Sommaire

Cadre juridique <i>Legal Framework</i>	06
Discriminations & violences envers les personnes LGBTQI <i>Discrimination and Violence against LGBTIQ</i>	14
Droits économiques et sociaux et accès aux services <i>Economic and Social Rights and Access to Services</i>	20
Liberté d'association <i>Freedom of Association</i>	30



Depuis la révolution de 2011, la Tunisie a accompli des avancées considérables en termes de respect des droits et des libertés notamment consacrées par l'adoption de la constitution du 27 Janvier 2014. A l'opposé des avancées réalisées en matière de droits et de libertés collectives (notamment les libertés d'association, de réunion, d'expression...), les libertés individuelles vivent un déclin avec une augmentation considérable des violations de ces droits. Plus précisément, la situation des personnes LGBTQI mérite une attention particulière. Dans ce cadre, la coalition tunisienne pour les droits des personnes LGBTQI, composée des associations : Damj l'association tunisienne pour la justice et l'égalité, Chouf, Kelmty, l'initiative Mawjoudin pour l'égalité et Shams avec le soutien de EuroMed Droits soumet ce rapport à l'occasion de l'Examen Périodique Universel de la Tunisie prévu en Mai 2017.



Since the 2011 revolution, Tunisia has made considerable progress in terms of respect for rights and freedoms particularly those enshrined in the constitution adopted on, 27 January 2014. In contrast to the progress made in terms of collective rights and freedoms (including the freedoms of association, assembly, expression ...), individual freedoms experience a decline with a substantial increase in human rights violations. More specifically, the situation of the LGBTIQ community deserves special attention. In this context, the Tunisian coalition for the rights of LGBTIQ people, consisting of the associations: Damj (The Tunisian Association for Justice and Equality), Chouf, Kelmty, The Mawjoudin Initiative for Equality and Shams with the support of the Euro-Mediterranean Human Rights Network submits this report on the occasion of the Universal Periodic Review of Tunisia scheduled for May 2017.

"L'APPLICATION DE L'ARTICLE 230 EST INÉLUCTABLEMENT UNE TRANSGRESSION DU DROIT À LA VIE PRIVÉE DES CITOYEN(E)S TUNISIEN(E)S"

ARTICLE 230 CLEARLY CONDEMNS MALE AND FEMALE HOMOSEXUALITY WITH A SENTENCE OF UP TO 3 YEARS OF IMPRISONMENT.



A. Cadre juridique

La question juridique s'impose principalement dans le présent rapport, puisque la Tunisie est appelée à mettre tout son arsenal législatif en vigueur en conformité avec la constitution de 2014 et des conventions internationales ratifiées par la Tunisie. Ceci est un préalable nécessaire pour achever sa transition démocratique et la mise en place d'un Etat de Droit.

Rappelons que la Tunisie n'a pas adhéré à 2 recommandations dans le cadre de son dernier EPU (en 2012) qui ont demandé la suppression des lois qui criminalisent les relations sexuelles entre adultes consentants et de même sexe.

L'état tunisien utilise principalement l'article 230 du code pénal qui stipule que « La sodomie, ..., est punie de l'emprisonnement pendant trois ans. »

Dans la version arabe du texte qui prévaut sur la version française, l'article 230 condamne clairement l'homosexualité masculine et féminine d'une peine allant jusqu'à 3 ans de prison.

Cet article est anticonstitutionnel puisqu'il s'appuie sur une discrimination basée sur l'orientation sexuelle alors que la constitution tunisienne de 2014 dans son article 21 affirme que "Les citoyens et les citoyennes sont égaux en droits et en devoirs. Ils sont égaux devant la loi sans discrimination."

A. Legal Framework

It is essential to raise the legal question in this report, since Tunisia is expected to bring its entire existing legislative arsenal in line with the 2014 constitution and with the international conventions ratified by Tunisia. This is a prerequisite to the completion of its democratic transition and the establishment of the rule of law.

It should be reminded that Tunisia did not accept two recommendations in its last UPR (in 2012), which requested the removal of laws that criminalize sexual activity between consenting adults of the same sex.

The Tunisian government mainly uses Article 230 of the Penal Code which states that "Sodomy ... shall be punished by imprisonment for three years."

In the Arabic version which prevails over the French version, Article 230 clearly condemns male and female homosexuality with a sentence of up to 3 years of imprisonment.

This article is unconstitutional because it is based on discrimination on grounds of sexual orientation while the Tunisian Constitution of 2014 in its Article 21 states that "Citizens are equal in rights and duties. They are equal before the law without discrimination."



Cadre juridique

Même après la révolution de 2011 et l'entrée en vigueur de la constitution de 2014, plusieurs personnes ont été interpellées sur la base de l'article 230 criminalisant les pratiques sexuelles entre deux adultes consentants de même sexe.

Pour prouver les pratiques homosexuelles, l'état tunisien a souvent recours au test anal, une pratique reconnue par la commission internationale de lutte contre la torture des Nations Unies comme un traitement cruel, dégradant et inhumain qui peut s'apparenter à une pratique de torture.

Cette pratique est en effet en contradiction avec l'article 5 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ainsi que l'article 7 du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques qui stipule que :

« Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En particulier, il est interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique. ».

Le Comité relatif à la Convention contre la Torture a considéré dans son rapport paru le 3 Octobre 2014 que le test de virginité et le test anal sont considérés comme des actes de torture et a recommandé l'interdiction de ces actes pour assurer le plein respect de la dignité humaine. Le test anal est également en contradiction avec l'article 23 de la constitution tunisienne :

Even after the 2011 revolution and of the ratification of the Constitution of 2014, several people were arrested on the basis of Article 230 criminalizing sex between two consenting adults of the same sex.

To prove homosexual activities, the Tunisian authorities often resort to the 'rectal examination' (anal test), a practice recognized by the United Nations International Committee against Torture as a cruel, degrading and inhuman treatment which can amount to a practice of torture.

This test is indeed inconsistent with Article 5 of the Universal Declaration of Human Rights and Article 7 of the International Pact on Civil and Political Rights which states that :

"No one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. In particular, no one shall be subjected without his or her free consent to medical or scientific experimentation."

The Committee of the Convention against Torture considered in its report published October 3, 2014 that virginity tests and anal examinations are considered as acts of torture and recommended the prohibition of these acts to ensure full respect for human dignity. The anal examination is also in contradiction with Article 23 of the Tunisian constitution,

« l'état protège la dignité de la personne et son intégrité physique, et interdit toutes formes de torture morale et physique... ».

La pratique du test anal vient également en contradiction avec l'éthique et la déontologie médicale surtout lorsqu'on sait que cet examen est pratiqué sous pression policière et le plus souvent en présence des agents de police dans la salle d'examen.

Dans un communiqué rendu publique le 28 Septembre 2015, le Conseil National de l'Ordre des Médecins de Tunisie s'est dit « profondément préoccupé par la condamnation d'un citoyen tunisien pour homosexualité sur la foi d'une expertise médicale » et a affirmé que :

« le Conseil, en tant que garant du respect de la déontologie médicale, condamne fermement tout examen médico-légal non consenti ou non justifié, touchant à la dignité et à l'intégrité physique ou mentale de la personne examinée. »

Par ailleurs, l'application de l'article 230 est inéluctablement une transgression du droit à la vie privée des citoyen(e)s tunisiens qui est protégée par l'article 24 de la constitution « L'Etat protège la vie privée, l'inviolabilité du domicile et le secret des correspondances, des communications et des données personnelles... ».

Ces pratiques sont aussi non conformes à l'engagement international de la Tunisie au titre de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme dont l'article 12

«the State protects the dignity and physical integrity of the human person, and prohibits all forms of physical and moral torture ...»

The practice of rectal examinations also comes in contradiction with ethics and medical codes of practice especially since it is known that this examination is performed under police pressure and usually in the presence of police officers in the examination room.

In a public statement issued September 28, 2015, the National Council of the College of Tunisian doctors declared it was "deeply concerned by the conviction of a Tunisian citizen for homosexuality on the basis of a medical expertise" and said

"the Council, as a guarantor of respect for medical ethics, strongly condemns any forensic examination without consent or justification, affecting the dignity and the physical or mental integrity of the person examined. "

Moreover, the application of Article 230 inevitably involves an infringement to the right to privacy of the Tunisian citizens which is protected by Article 24 of the Constitution "The State protects privacy, inviolability of the home and the confidentiality of correspondence, communications and personal data ...".

These practices are also inconsistent with the international commitment of Tunisia under the Universal Declaration of Human Rights whose Article 12 stipulates : "No one shall be subjected to arbitrary interference with his privacy, family, home or correspondence, nor to attacks upon



A. Cadre juridique

dispose ce qui suit : « Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes » ; ainsi qu'au titre du Pacte International des Droits civils et Politiques dont l'article 17 reprend intégralement l'article 12 précité.

his honor and reputation. Everyone has the right to the protection of the law against such interference or attacks"; as well as under the International Covenant on Civil and Political Rights, the Article 17 of which fully incorporates the aforementioned Article 12.

Le 06 Septembre 2015, Marwan jeune étudiant de 22 ans, a été interpellé par le commissariat de police dans le gouvernorat de Sousse pour être interrogé sur une affaire dans laquelle il a été innocenté. Toutefois, il a été contraint sous pression policière de subir un test anal contre son gré, après que la police ait fouillé dans ses messages personnels et conclu à une relation intime entre lui et la victime. Marwan a été traduit en justice où il a écopé de 1 an de prison ferme, peine révisée à l'appel à 2 mois de prison après une mobilisation citoyenne nationale et internationale sans précédent.

September 06, 2015, Marwan a 22-year-old young student was arrested by the police in the governorate of Sousse to be interrogated about a case in which he was found not guilty later on. However, he was forced under police pressure to undergo rectal examination against his will after the police searched his phone records without having a warrant to do so. They come across in his private messages and concluded to 'intimate' relationship between him and the victim. Marwan was brought to justice where he was sentenced to one year in prison, a sentence reduced on appeal to two months in prison after an unprecedented national and international citizen mobilization.

L'affaire des six jeunes de Kairouan témoigne aussi des violations flagrantes des droits humains par les autorités tunisiennes. Ces personnes ont été interpellées à leur domicile sans mandat. Les autorités ont fouillé dans leurs données personnelles. De plus ils ont été contraints à subir un test anal. Un jugement d'une peine maximale de 3 ans de prison ferme a été prononcé avec une peine de 3 ans de bannissement de la ville de résidence. Un des six jeunes a écopé d'une peine supplémentaire de six mois de prison pour détention de vidéo à contenu explicite dans son ordinateur personnel. Suite à la montée de l'indignation et la mobilisation de la société civile ces peines ont été revues à la baisse mais la condamnation a quand même été maintenue.

The case of the six young people from Kairouan also reflects gross violations of human rights by the Tunisian authorities. They were arrested at their home without a warrant. Authorities searched their personal data. In addition, they were forced to undergo rectal examinations. A decision of a maximum sentence of 3 years' imprisonment was handed down coupled with a sentence of 3 years of banishment from the city of residence. One of the six young men was sentenced to an additional penalty of six months in prison for possession of a video with 'explicit content' on his personal computer. Following the rising outrage and mobilization of civil society these sentences were reduced but still their records are not cleared.

Cadre juridique Legal Framework

Outre l'article 230 du code pénal, l'état a recourt aux articles 226 bis relatif à l'atteinte aux bonnes moeurs, l'article 228 relatif à l'attentat à la pudeur et l'article 231 relatif au racolage et prostitution. Ces articles sont instrumentalisés pour criminaliser la communauté LGBTQI en Tunisie.

Une révision du code pénal (dans ses articles 226 bis, 228, 230 et 231) s'impose pour l'harmoniser avec la nouvelle constitution tunisienne de 2014 et les différents engagements internationaux auxquels l'état tunisien a adhéré.

Il faut également mentionner qu'aucune reconnaissance légale ni protection particulière n'est offerte aux personnes transgenres et transsexuelles. L'état ne permet pas de changement des documents officiels relatifs à l'identité (Carte d'Identité Nationale, Passeport, extrait de naissance ...).

Un autre élément très important est lié à l'accès à la justice qui reste un problème majeur pour la communauté LGBTQI en Tunisie. Victimes de plusieurs agressions, violences et intimidations les personnes LGBTQI en Tunisie ne portent généralement pas plainte sous risque d'être arrêtées et emprisonnées pour homosexualité sur simple délit de facès.

Dans la majorité des cas quand ces personnes se retrouvent face à la police, elles sont contraintes de signer des dépositions erronées sous pression ou menaces des agents de police.

In addition to Article 230 of the Criminal Code, the State uses Article 226a on the offence against public decency, Article 228 relating to indecent assault and Article 231 relating to solicitation and prostitution. These articles are used as tools to criminalize LGBTQI community in Tunisia.

A revision of the penal code (in articles 226a, 228, 230 and 231) is required to align it with the new Tunisian constitution and the various international commitments to which the Tunisian State acceded.

It should also be mentioned that no legal recognition or special protection is available to transgender and transsexual individuals. The state does not allow for changes relating to identity in official documents (National Identity Card, passport, birth certificate ...).

Another very important element is linked to access to justice which remains a major problem for the LGBTQI community in Tunisia. LGBTQI people in Tunisia are Victims of several attacks and violent and intimidating activities.

Thus, they usually prefer not to complain at risk of being arrested and imprisoned for homosexuality upon 'facial discrimination'.

In most cases when these people are faced with the police, they are forced to sign false statements under the pressure or threats of police officers.

{ RECOMMANDATIONS RECOMMENDATIONS

- Abroger immédiatement l'article 230 du code pénal.
 - Interdire la pratique du test anal comme preuve de pratiques homosexuelles.
 - Harmoniser le code pénal et le code de procédures pénales avec la constitution de 2014 et les différents traités et conventions ratifiés par l'état Tunisien.
 - Permettre aux personnes transsexuelles et transgenres d'être reconnues dans les documents officiels relatifs à l'identité (Carte d'Identité Nationale, Passeport, extrait de naissance ...).
 - Assurer pour tout-e-s les citoyen-e-s un accès à la justice sans discrimination aucune, y compris celle basée sur l'orientation sexuelle et l'identité du genre.
-
- *Immediately repeal Article 230 of the Penal Code.*
 - *Prohibit the practice of anal tests as evidence of homosexual practices.*
 - *Harmonize the Penal Code and the Procedural Penal Code with the constitution of 2014 and the various treaties and conventions ratified by the Tunisian state.*
 - *Allow transsexual and transgender people to be recognized in official documents relating to identity (National Identity Card, passport, birth certificate ...).*
 - *Grant all citizens access to justice without discrimination, including that based on sexual orientation and gender identity.*



LA SCÈNE MÉDIATIQUE EN TUNISIE REGORGE D'EXEMPLES DE DISCOURS DE HAINE ET D'APPEL À LA VIOLENCE ENVERS LA COMMUNAUTÉ.

B. Discriminations & violences envers les personnes LGBTQI *Discrimination and Violence against LGBTIQ*

Le principe d'égalité et de non-discrimination a été consacré par la constitution tunisienne de Janvier 2014 dans son article 21 :

« Les citoyens et les citoyennes sont égaux en droits et en devoirs. Ils sont égaux devant la loi sans discrimination. L'État garantit aux citoyens et aux citoyennes les libertés et les droits individuels et collectifs. Il leur assure les conditions d'une vie digne. »

Il est également consacré par l'article 1 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui mentionne que «Tous les Hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits [...]» ainsi que la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples qui par son article 2 interdit « la Discrimination sur la base notamment de la race, de l'ethnie , de la couleur , du sexe , de la langue , de la religion [...]. Nous rappelons que les travaux du Comité des Nations Unies pour les Droits de l'Homme statue que « l'orientation sexuelle est un statut protégé contre la discrimination ».

Cependant en pratique, les discriminations et les violences envers les personnes LGBTQI sont nombreuses d'autant plus qu'elles sont "justifiées" et "tolérées" par les lois répressives qui criminalisent l'homosexualité.

En effet, des arrestations arbitraires sont souvent perpétrées par la police en toute impunité à l'encontre de personnes homosexuelles ou perçues comme telles surtout lorsqu'il s'agit de personnes transgenres.

The principle of equality and non-discrimination is fundamental in the Tunisian constitution of January 2014 in Article 21:

"The Citizens are equal in rights and duties. They are equal before the law without discrimination. The State guarantees the freedoms and individual and collective rights to citizens. It provides them with the conditions for a dignified life."

It is also enshrined in Article 1 of the Universal Declaration of Human Rights which states that "All men are born free and equal in dignity and rights [...]" and the African Charter of Human and People's Rights prohibits through Article 2 the "Discrimination based in particular on race, ethnicity, color, sex, language, religion [...]." It should be reminded that the UN Human Rights committee ruled that "sexual orientation is a status protected against discrimination."

However, in practice, discriminations and violence against LGBTIQ people are numerous particularly as they are "justified" and "tolerated" by repressive laws that criminalize homosexuality.

Indeed, arbitrary arrests are often perpetrated by police with impunity against homosexual people or those perceived as such especially when it comes to transgender people. These undergo abusive police controls that lead to prosecution under articles 226a, 228 and 231 of the Criminal Code as was the case of a group of transgender people arrested in Ksar Said in November 2015.

{ B. Discriminations & violences envers les personnes LGBTQI

Ces derniers subissent des contrôles de police abusifs qui mènent à des poursuites judiciaires sous-couvert des articles 226 bis, 228 et 231 du code pénal tel était le cas d'un groupe de personnes transgenres arrêtées à Ksar Said en Novembre 2015.

Par ailleurs, la scène médiatique en Tunisie regorge d'exemples de discours de haine et d'appel à la violence envers la communauté LGBTQI. Suite à plusieurs plaintes, la HAICA (Haute Autorité Indépendante de la Communication Audiovisuelle) a émis le 26 octobre 2015 un avertissement via un communiqué à l'encontre d'une chaîne de télévision pour propos homophobes en spécifiant « en cas de récidive, la sanction sera plus lourde ». Sauf que face à l'absence de sanctions dissuasives de la part de la HAICA, ces propos homophobes prolifèrent et se banalisent.

Le 14 Avril 2016, sur la même chaîne de Télévision, un acteur tunisien qualifie l'homosexualité de « Maladie »

Ce discours hostile à l'encontre de la communauté LGTBIQ ne se limite pas à la sphère médiatique mais est véhiculée également par certains représentants officiels tel était le cas notamment de M. Lazhar Akermi ancien ministre délégué auprès du chef du gouvernement et M. Abdeltif El Mekki député à l'Assemblée des Représentants du Peuple et ancien ministre de la santé.

Alors que l'ancien ministre de la justice (limogé quelques semaines après), M. Mohamed Salah Ben Aïssa avait lui-même appelé, le 28 Septembre 2015, à l'abrogation de l'article 230 contraire à la constitution et au droit international :

Moreover, the media scene in Tunisia is full of examples of hate speeches and incitement to violence against the community. Following several complaints, the HAICA (High Independent Authority for Audiovisual Communication) issued on October 26, 2015 a warning, by means of a statement against a television channel for homophobic statements specifying that "in case of repeated infringement, penalties will be heavier."

Except that given the lack of deterrent penalties from HAICA these homophobic statements proliferate and become commonplace.

On April 14, 2016, on the same TV channel, a Tunisian actor calls homosexuality a "disease."

This hostile rhetoric against the LGBTIQ community is not limited to the media sphere but is also conveyed by some officials as was the case of Mr. Lazher Akermi former Minister Delegate to the Head of Government and Mr. Abdeltif El Mekki member of the Assembly of People's Representatives and former Health Minister.

While the former Minister of Justice (dismissed a few weeks later), Mr. Mohamed Salah Ben Aissa himself had called on September 28, 2015, for the repeal of Article 230 that was contrary to the constitution and international law

"After the adoption of the new constitution, it is no longer allowed to violate individual freedoms, privacy and personal choice, even sexual ones," the President of the Republic Beji Caid Essebsi strongly opposed its removal.

B. Discrimination and Violence against LGBTIQ People }

« Après l'adoption de la nouvelle constitution, il n'est plus admis de violer les libertés individuelles, la vie privée et les choix personnels, même sexuels »

Le Président de la République Beji Caïd Essebsi s'est fermement opposé à sa suppression.

La banalisation du discours de haine a fait régner un climat d'impunité. Depuis Janvier 2011, plusieurs crimes homophobes ont été rapportés par des organisations nationales devant le silence et le déni des autorités. Contrairement à ce qu'affirme le ministère de l'Intérieur,

Massimo n'a pas été victime de crime passionnel ni d'un cambriolage ayant mal tourné, mais a été selon ses proches assassiné en Novembre 2014 parce qu'il était homosexuel. En Décembre 2015, Dans le gouvernorat de Zaghouan, un jeune homme a tué son frère ainé car homosexuel.

En milieu carcéral, la situation des personnes LGBTQI est très alarmante. Dans certaines prisons comme celle de Mornaguia, les homosexuels font l'objet d'une ségrégation. Des hommes condamnés pour homosexualité ou même dans le cadre d'affaires de droit commun sont placés dans un pavillon séparé à cause de leur orientation sexuelle et subissent toutes formes de mauvais traitement.

Dans le cadre de l'affaire de Kairouan, les six jeunes ont livré leurs témoignages auprès d'organisations nationales de défense des droits LGBTQI. Après les brutalités policières de l'interpellation et de l'arrestation, ils ont également subit de la part des gardiens et des codétenus des violences verbales et physiques et de la torture.

The normalization of hate speeches has created a state of impunity. Since January 2011, numerous homophobic crimes were reported by national organizations before the silence and denial of the authorities. Contrary to what the Interior Ministry states,

Massimo was not a victim of a crime of passion or a breaking and entering that went wrong, but according to his relatives, he was murdered in November 2014 because he was gay. In December 2015, in the Governorate of Zaghouan, a young man killed his older brother because he was homosexual.

In prisons, the situation of LGBTIQ people is very alarming. In some prisons such as Mornaguia, homosexuals are subject to segregation. Men convicted for homosexuality or even for common law cases are placed in a separate building because of their sexual orientation and experience all forms of abuse.

As part of the case of Kairouan, the six young men gave their testimonies to national LGBTIQ rights organizations. After police brutality during their challenge and arrest, they also suffered from verbal and physical abuse and torture by the guards and fellow inmates.

B. Discriminations & violences envers les personnes

{ RECOMMANDATIONS

Recommandations

- Promulguer une loi criminalisant toutes les formes de discrimination ainsi que les appels à la haine et la violence à l'égard des personnes LGBTQI.
- Reconnaître les crimes de haine à l'égard des personnes LGBTQI et les considérer comme circonstances aggravantes pour les jugements.
- Mettre un terme aux atteintes à l'intégrité et à la dignité des personnes LGBTQI en milieu carcéral et intégrer les valeurs des droits humains et de non-discrimination (y compris celle basée sur l'orientation sexuelle et l'identité du genre) dans la formation du personnel pénitencier.
- Mettre en place des structures d'accueil, d'orientation et de prise en charge médico-psycho-sociologique et judiciaire pour les personnes LGBTQI victimes de violences.

{ RECOMMANDATIONS

- *Enact a law criminalizing all forms of discrimination as well as incitement to hatred and violence against LGBTIQ people.*
- *Recognize hate crimes against LGBTIQ people and consider these crimes as aggravating circumstances for judgments.*
- *Put an end to violations of the integrity and dignity of LGBTIQ people in prisons. Also include the human rights values and the non-discrimination (including that based on sexual orientation and gender identity) in the penitentiary staff trainings.*
- *Establish facilities to provide medical, psychological, sociological and judicial guidance and support for LGBTIQ people victims of violence.*



C. Droits économiques et sociaux et accès aux services

Le cadre juridique répressif ainsi que les discriminations et les violences envers les personnes LGBTQI en Tunisie constituent un facteur majeur de marginalisation et de précarité. Ceci se traduit essentiellement par un accès limité des personnes LGBTQI aux droits économiques et sociaux ainsi qu'aux services de base y inclus la santé, l'éducation et le travail. Il faut noter tout d'abord l'absence presque totale de données spécifiques (segregated data) relatives aux personnes LGBTQI, les autorités tunisiennes sont en fait dans le déni total des besoins et problèmes spécifiques des personnes LGBTQI.

C. Economic and Social Rights and Access to Service



The repressive legal framework as well as discrimination and violence against LGBTIQ people in Tunisia are a major source of marginalization and lack of security. This is reflected primarily by limited access of LGBTIQ people to economic and social rights as well as basic services including health, education and work.

It must first be noted that specific data (segregated data) on LGBTIQ people is almost completely absent; the Tunisian authorities are actually in total denial of the specific needs and problems of LGBTIQ people.



C. Droits économiques et sociaux et accès aux services

Accès aux soins :

La Constitution Tunisienne de 2014 stipule dans son article 38 :

«Tout être humain a droit à la santé. L'État garantit la prévention et les soins de santé à tout citoyen et assure les moyens nécessaires à la sécurité et à la qualité des services de santé.»

Lors du dernier Examen Périodique Universel en 2012, la Tunisie a accepté trois recommandations relatives à l'accès aux soins (84, 85 et 89), toutefois l'accès de la communauté LGBTIQ aux services de santé reste limité.

En effet, craignant des poursuites juridiques sur la base de l'article 230 du code pénal, plusieurs personnes LGBTIQ renoncent à leur droit d'accès à des services de soins notamment dans les structures publiques de santé. Les personnes LGBTIQ sont en fait victimes de plusieurs formes de stigmatisation et de discrimination en milieu hospitalier.

Un traitement dégradant, une absence du respect de la confidentialité et du secret médical ainsi qu'une non-prise en compte des besoins spécifiques de la communauté sont souvent rapportés par des personnes LGBTIQ qui ont eu recours aux établissements de santé surtout lorsqu'il s'agit de santé sexuelle et reproductive.

Health Care Access:

The Tunisian Constitution stipulates in Article 38 that

“Every human being has the right to health. The State shall guarantee prevention and health care to all citizens and provide the necessary means for the safety and quality of health services.”

At the last Universal Periodic Review in 2012, Tunisia accepted three recommendations on access to care (84, 85 and 89); however, the access of the LGBTIQ community to health services remains limited.

Indeed, fearing legal action on the basis of Article 230 of the penal code, several LGBTIQ people waive their right of access to health services especially in public health structures. LGBTIQ people are actually victims of many forms of stigma and discrimination in hospitals.

Degrading treatment, lack of confidentiality and medical secrecy and a non-inclusion of specific community needs are often reported by LGBTIQ people who have used health facilities especially when sexual and reproductive health is concerned.

In cases of violence based on gender identity or sexual orientation, access to health care services, forensic medicine and psychological care is limited due to the lack of qualified personnel, lack of means, disrespect for privacy

C.Economic and Social Rights and Access to Service

En cas de violence basée sur l'identité du genre ou l'orientation sexuelle, l'accès aux services de soins, de médecine légale et de prise en charge psychologique est limité étant donné l'absence de personnel qualifié, le manque de moyens, l'irrespect de la vie privée et de la sécurité des individus.

Les personnes transgenres sont encore plus exposées aux discriminations.

Faute d'une prise en charge adéquate beaucoup d'entre elles se tournent vers l'automédication, s'exposant ainsi à des risques de complications. A ce titre il faut rappeler en l'occurrence l'interdiction faite aux médecins exerçant en Tunisie de prescrire une hormonothérapie aux personnes transsexuelles.

La marginalisation des personnes LGBTQI et l'accès limité à l'information, l'orientation et les services en termes de soins les rendent vulnérables et exposées aux pratiques à risque comme le prouve les résultats des enquêtes nationales séro-comportementales effectuées par l'Association tunisienne de lutte contre les MST et le SIDA avec l'appui du Fonds mondial contre le SIDA, la Tuberculose et le paludisme.

Ces enquêtes ont objectivé des taux de prévalences de VIH auprès des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes de l'ordre de 4,9% en 2009, 13% en 2011 et 9% en 2014.

and safety of individuals.

Transgender people are more vulnerable to discrimination.

Without adequate support many of them are turning to self-medication, exposing themselves to the risk of complications. It should be reminded also that doctors in Tunisia are prohibited to prescribe hormone therapy for transgender people.

The marginalization of LGBTIQ people and limited access to information, counseling and services in terms of health care makes them more vulnerable and exposed to risk practices as evidenced by the results of the Sero-Behavioral National surveys conducted by the Tunisian Association to fight STDs and AIDS with support from the Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria.

These surveys have objectified HIV prevalence among men who have sex with men at rates of 4.9% in 2009, 13% in 2011 and 9% in 2014.

L'EXCLUSION CONDUIT À L'ÉCHEC VOIRE À
L'ABANDON SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

*EXCLUSION LEADS TO FAILURE IF NOT
DROPOUT FROM SCHOOL AND UNIVERSITY*



C. Droits économiques et sociaux et accès aux services

Economic and Social Rights and Access to Service

Accès à l'éducation

Par son article 39 la Constitution Tunisienne vient consacrer le droit à l'éducation :

« L'état garantit le droit à l'enseignement public et gratuit dans tous ses cycles... Il veille à la diffusion de la culture des droits de l'Homme».

Lors du dernier Examen Périodique Universel en 2012, la Tunisie a accepté trois recommandations relatives à l'accès à l'éducation (70, 84 et 85). Cet accès est cependant limité pour les LGBTQI qui sont souvent la cible d'agressions physiques et morales, d'harcèlement et d'intimidations de la part du cadre enseignant et administratif ainsi que des étudiants et des élèves.

Ceci mène souvent à l'échec voire à l'abandon scolaire et universitaire, ou même le renvoi dans certains cas. A noter que les autorités compétentes ne disposent d'aucun cadre juridique ou administratif de lutte contre les discriminations et le harcèlement en milieu scolaire.

Par ailleurs, on note l'absence dans le cursus scolaire en Tunisie de programmes adaptés d'éducation à la diversité et au respect des droits humains ainsi que l'absence de programmes d'éducation sexuelle notamment en ce qui concerne les questions liées à l'orientation sexuelle et aux violences basées sur les identités du genre.

Access to Education

Through Article 39, the Tunisian Constitution enshrines the right to education

“The state guarantees the right to free and public education at all stages ... It shall ensure the dissemination of the culture of human rights.”

At the last Universal Periodic Review in 2012, Tunisia accepted three recommendations concerning access to education (70, 84 and 85). However, this access is limited for LGBTIQ who are often the target of physical and moral assault, harassment and intimidation by teachers and administrative staff as well as students and pupils.

This often leads to failure if not dropout from school and university, or even suspension in some cases. Note that the competent authorities have no legal or administrative framework to fight against discrimination and harassment in schools.

Furthermore, in Tunisian school curricula there is a lack of specific education programs to diversity and respect for human rights and sexuality education programs in particular as regards issues related to the sexual orientation and violence based on gender identity.

{ C. Droits économiques et sociaux et accès aux services *Economic and Social Rights and Access to Service*

Accès au travail

L'article 40 de la Constitution Tunisienne stipule que :

« Tout citoyen et toute citoyenne a droit au travail. L'État prend les mesures nécessaires afin de le garantir sur la base du mérite et de l'équité. (...) »

Ce droit qui devrait garantir une autonomie financière est souvent entravé pour certains membres de la communauté LGBTQI. En effet, il existe une discrimination à l'embauche sur la base de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

Par ailleurs, plusieurs témoignages recueillis par plusieurs associations ont pu documenter le quotidien des personnes LGBTQI en milieu professionnel qui est fait de non-respect de la vie privée, de divulgation de données personnelles (« outing » forcé), d'abus de pouvoir, de chantage et de harcèlement, allant parfois jusqu'au licenciement abusif ou à l'abandon de poste.

Access to work

Article 40 of the Tunisian Constitution stipulates that

“Every citizen has the right to work. The State shall take the necessary measures to grant the right to work on the basis of merit and equity. (...)"

This right which is expected to guarantee financial autonomy is often hampered for some members of the LGBTIQ community.

Indeed, there is an employment discrimination based on sexual orientation or gender identity. Moreover, several testimonies collected by several associations helped document the lives of LGBTIQ people in the workplace which is made of non-respect of privacy, personal data disclosure (forced “coming out”), abuse of power, blackmail and harassment, which could even lead to unfair dismissal or job abandonment.



DISCRIMINATION À L'EMBAUCHE EMPLOYMENT DISCRIMINATION

C. Droits économiques et sociaux et accès aux services

{ RECOMMANDATIONS

- Garantir à tout-e citoyen-ne l'accès aux services de soins et d'éducation de qualité sans discrimination aucune y compris celle basée sur l'identité de genre ou de l'orientation sexuelle.
- Garantir le droit au travail décent dans des conditions favorables pour les personnes LGB-TQI et sanctionner toute forme de discrimination à l'embauche.
- Introduire dans le programme scolaire une éducation sexuelle inclusive qui promeut la diversité et lutte contre toutes les formes de discriminations.





D-Liberté d'association



En Octobre 2014, l'association Shams a déposé sa déclaration de création, la Tunisie applique en effet depuis 2011 un régime déclaratif pour la création des associations. Cependant en pratique, la publication au JORT (Journal Officiel de la République Tunisienne) de l'association Shams après paiement des frais et acceptation du visa, traîne depuis 12 mois.

L'association a fait l'objet de 4 procès dont les motifs étaient : la non publication du statut dans le JORT malgré le fait que l'association avait entamé toutes les procédures nécessaires conformément aux dispositions de la loi en vigueur.

Ceci a valu la prononciation d'une suspension des activités de l'association pendant 30 jours ; peine annulée après 5 procès d'appel auprès du tribunal administratif témoignant d'un acharnement judiciaire contre la liberté d'association lorsqu'il s'agit d'association de défense des droits des personnes LGBTQI.

Par ailleurs, les défenseurs des droits humains des personnes LGBTQI subissent des intimidations et des campagnes de diffamation et de dénigrement notamment sur les mass-médias et les médias sociaux, comme cela a été le cas avec un membre de l'association Shams en Décembre 2015 qui a fini par demander l'asile devant l'inertie des autorités publiques après avoir reçu plusieurs menaces de meurtre.

En Octobre 2015, un défenseur des droits des personnes LGBTQI membre de l'association Shams a été agressé et renvoyé par le conseil de discipline de son lycée à Monastir sur la base de son orientation sexuelle.

D-Freedom of Association

In October 2014, the association Shams filed its founding declaration; Indeed, Tunisia has implemented since 2011 a declaratory system for the creation of associations. However, in practice the publication in JORT (Official Journal of the Tunisian Republic) of Shams after payment of costs and acceptance of visa, has been lagging for 12 months.

The association was the subject of four trials whose motives were the non-publication of statutes in the JORT despite the fact that the association had begun the necessary procedures in accordance with the law.

This resulted in the pronouncement of a suspension of the association's activities for 30 days; the sentence, that later would be canceled after 5 appeal trials with the Administrative Court, reflects the judicial harassment against freedom of association when it comes to LGBTIQ community rights association.

Moreover, the advocates of human rights for LGBTIQ people face intimidation and smear and defamatory campaigns especially in the mass media and social media, as was the case with a member of Shams in December 2015 who eventually sought asylum before the inertia of public authorities after receiving several threats of murder.

In October 2015 a LGBTIQ activist and a member of Shams was assaulted and dismissed by the disciplinary board of his high school in Monastir based on his sexual orientation.

{ RECOMMANDATION *RECOMMENDATION*

Respecter la liberté d'association pour les organisations et les collectifs LGBTQI et assurer la protection nécessaire aux défenseurs des droits humains des personnes LGBTQI

Respect the freedom of association for LGBTQI organizations and network and provide the necessary protection of. LGBTQI rights activists.



{ Conclusion }

Malgré les acquis importants dont bénéficient les tunisiens depuis la révolution du 14 Janvier 2011 et la promulgation de la constitution du 27 Janvier 2014, les personnes LGBTQI en Tunisie continuent leur combat pour accéder à une citoyenneté sans discriminations comme l'ensemble de leurs concitoyens. Victimes d'un arsenal législatif répressif consacré essentiellement par l'article 230 du code pénal, les personnes LGBTQI continuent à subir au quotidien toutes formes de stigmatisation, de discrimination et de violences. Ceci constitue une entrave majeure aux principes de Liberté, d'Egalité et de Dignité revendiqués par les tunisiens lors de la révolution de 2011

Despite the significant gains enjoyed by Tunisians since the revolution of January 14, 2011 and the Constitution of January 27, 2014, LGBTIQ people in Tunisia continue their fight for access to equal citizenship with the entire population. Victims of a repressive legislative arsenal essentially through Article 230 of the penal Code, LGBTIQ people continue to endure every day all forms of stigma, discrimination and violence. This constitutes a major obstacle to the principles of Liberty, Equality and Dignity sought for by Tunisians during the 2011 revolution.

LA COALITION TUNISIENNE POUR LES DROITS DES PERSONNES LGB-TQI APPELLE AINSI LES AUTORITÉS TUNISIENNES À S'ENGAGER LORS DE L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL DE MAI 2017 À :

ABROGER IMMÉDIATEMENT ET SANS DÉLAIS L'ARTICLE 230 DU CODE PÉNAL

INTERDIRE LA PRATIQUE DU TEST ANAL COMME PREUVE DE PRATIQUES HOMO-SEXUELLES.

RÉVISER LE CODE PÉNAL ET LE CODE DE PROCÉDURES PÉNALES POUR LES SORTIR DE LEUR LOGIQUE RÉPRESSIVE ET LES ORIENTER VERS L'OBJECTIF ULTIME DE PROTECTION DES DROITS ET DES LIBERTÉS DES INDIVIDUS

LUTTER CONTRE TOUTES LES FORMES DE STIGMATISATION ET DE DISCRIMINATION ENVERS LA COMMUNAUTÉ LGBTQI ET RÉPRIMER TOUT APPEL À LA HAINE ET À LA VIOLENCE

THE TUNISIAN COALITION FOR THE RIGHTS OF LGBTIQ PEOPLE
HENCE CALLS ON THE TUNISIAN AUTHORITIES TO ENGAGE DURING THE UNIVERSAL PERIODIC REVIEW IN MAY 2017 TO :

REPEAL IMMEDIATELY AND WITHOUT DELAY ARTICLE 230 OF THE PENAL CODE

PROHIBIT THE PRACTICE OF ANAL TEST AS EVIDENCE OF HOMOSEXUAL PRACTICES.

REVISE THE PENAL CODE AND PENAL PROCEDURAL CODE TO STEP AWAY FROM REPRESSIVE LOGIC AND ENCOURAGE THEM TOWARDS THE ULTIMATE GOAL OF PROTECTING THE RIGHTS AND FREEDOMS OF INDIVIDUALS

FIGHT AGAINST ALL FORMS OF STIGMATIZATION AND DISCRIMINATION TOWARDS LGBTQI COMMUNITY AND PUNISH ANY INCITEMENT TO HATRED AND VIOLENCE



وبناء على ذلك يدعو الأئتلاف التونسي لحقوق المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والتحولين جنسياً السلطات التونسيّة للالتفت زام بما يلي خلال الاستعراض الدوري الشامل المبرمج في ماي 2017 :

**إلغاء الفوري للفصل 230 من المجلة الجزائية
منع ممارسة الفحص الشرجي لإثبات
الممارسات المثلية**

**مراجعة المعّمقة للمجلة الجزائية ومجّلة
الإجراءات الجنائيّة لتغيير المنطق الردعـي
والتوجه نحو حماية حقوق والحرّيات
الفرديـة**

**مقاومة كافة أنواع الوصم والتّمييز ضدّ
المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي
والتحولين جنسياً وردع كل الدعوات للكرا هية
والعنف.**

خلالصة

رغم المكتسبات القيمة التي تحصل عليها التونسيون والتونسيات جمِيعاً منذ ثورة 14 جانفي 2011 واعتماد دستور 27 جانفي 2014 يواصل المثليون والمثليات ومزدوجو الميل الجنسي والمتحولون جنسياً نضالاتهم للتمتع بمواطنة كاملة مثل غيرهم من المواطنين فيسبب الترسانة القانونية الرادعة المكرّسة أساساً عبر الفصل 230 من المجلة الجزائية يواصل هؤلاء معاناتهم اليومية حيث يتعرّضون للوصم والتمييز والعنف وهو ما يشكّل عائقاً أساسياً لمبادئ الحرية والمساواة والكرامة التي نادي بها التونسيون والتونسيات في ثورة 2011.

الّتوصيات :

احترام حق المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والتحوليين جنسياً في التنظم في جمعيات وضمان الحماية الضرورية للمدافعين على حقوق هذه الشريحة من المجتمع.

جمعية شمس الذي انتهت به الأمر في ديسمبر 2015 إلى طلب اللجوء بعد أن تلقى العديد من التهديدات بالقتل أمام جمود تامٍ من قبل السلطات العمومية و في شهر أكتوبر 2015

تم الاعتداء على أحد المدافعين على حقوق المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والتحولين جنسياً من المنتسبين إلى جمعية شمس كما قرر مجلس التأديب بمعهده في المنستير طرده بناء على توجيهه الجنسي.

في شهر أكتوبر 2014 قدّمت جمعية شمس تصريحاً بتأسيسها حيث تطبق تونس منذ سنة 2011 نظام التّصريح بتأسيس الجمعيّات ولكن عملياً و بعد مرور 12 شهراً لم ينشر تأسيس جمعية شمس في الرائد الرّسمي للجمهوريّة التونسيّة رغم دفع المبالغ المستوجبة و تسليم بطاقة الإعلام بالبلوغ.

كما تمت متابعة الجمعيّة عدلياً في أربع قضايا يسبب عدم نشر النّظام الأساسي في الرائد الرّسمي رغم أنّ الجمعيّة قد احترمت جميع الإجراءات طبقاً لأحكام القانون المعمول به مما انجرّ عنه تعليق أنشطة الجمعيّة لمدة ثلاثة أيام وقد تم إلغاء التعليق إثر 5 دعاوى في الاستئناف لدى المحكمة الإداريّة مما يدلّ على التعنت القضائي ضدّ حرية التنّظم عندما يتعلق الأمر بجمعية للدفاع عن حقوق المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والتحولين جنسياً.

كما يتعرّض المدافعون على حقوق المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والتحولين جنسياً إلى مضائقات و إلى حملات تشويهية في وسائل الإعلام و شبكات التواصل الاجتماعي كما هو الحال بالنسبة إلى عضو

الّتوصيات :

- ضمان النّفاذ إلى خدمات العناية الصّحيّة والّتعليم الجيّد إلى جميع المواطنين والمواطنات دون تفرقة بما فيها التّفرقة على أساس الهويّة الجنسيّة أو التّوجّه الجنسي
- ضمان الحقّ في العمل اللائق في ظروف ملائمة للمثليّات والمثليّين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً ومعاقبة أيّ نوع من أنواع التّفرقة عند التشغيل
- إثراء البرنامج المدرسي بمادّة التّربية الجنسيّة الدّامجة التي تعزّز الحقّ في الاختلاف وتقاوم كافة أشكال التّمييز.



الّنفاذ إلى العمل:

ينصّ الفصل 40 من الدّستور التونسي على أنّ :

« العمل حق لكل مواطن ومواطنة، وتتّخذ الدولة التدابير الضرورية لضمانه على أساس الكفاءة والإنصاف...»

لكن كثيرا ما يواجه هذا الحق الذي من شأنه أن يضمن الاستقلالية المالية للأفراد تعطيلات بالنسبة إلى المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً حيث نسجّل تفرقة تجاههم عند التشغيل مبنية على توجههم أو هوّيتهم الجنسية ومن جانب آخر تمكّنت العديد من الجمعيّات من تجمييع شهادات تبيّن معاناة المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً في

حياتهم اليوميّة في مكان العمل التي تتميّز بعدم احترام الحياة الخاصة وإفشاء البيانات الشخصيّة (إرغامهم على البوح علينا بتوجههم الجنسي) وتجاوز الصّالحيّات والابتزاز والهرسلة وقد تصل أحيانا إلى الّطرد التعسفي أو إلى مغادرة العمل.

الّنفاذ إلى التعليم:

يكرس الدّستور التونسي في فصله 39 الحق في التعليم:

«تضمن الدولة الحق في التعليم العمومي المجاني بكامل مراحله... وتسعى إلى نشر ثقافة حقوق الإنسان».

و رغم أنّ تونس قد قبلت خلال الاستعراض الدّوري الشامل لسنة 2012 ثلاثة توصيات تهمّ الحق في التعليم (70 و 84 و 85) فالّنفاذ لا يزال محدودا لفائدة المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً الذين عادة ما يتعرّضون إلى الاعتداءات الماديّة والمعنوّية والتحرش والتضييقات من قبل الإطار التعليمي والإداري ومن قبل التلاميذ والطلبة مما يؤدّي إلى الفشل الدراسي أو حتّى مغادرة المدرسة أو الجامعة أو الظّرد في بعض الحالات

مع التّذكير بأنّ السلطات المعنية لا تمتلك أيّ إطار قانوني أو إداري لمقاومة التّمييز والتحرش في الوسط الدراسي.

من جانب آخر نشير إلى غياب في البرامج التعليميّة التونسيّة لمواد تتعلّق بدعم التنوّع والاختلاف واحترام حقوق الإنسان وغياب مادّة التربية الجنسيّة خاصة فيما يتعلق بالمسائل المتعلّقة بالتّوجّه الجنسي والعنف المبني على الهويّة الجنسيّة.

الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والّنفاذ إلى الخدمات

الّنفاذ إلى الرّعاية الصحية:

التوجّه الجنسي يعّد النّفاذ إلى خدمات العناية والطب الشرعي والإحاطة النفسيّة محدوداً بسبـب غياب العاملين المتخصصين ونقص المعدّات وعدم احترام الحياة الخاصة وسلامة الأفراد.

ويتعرّض المتحولون جنسياً إلى درجات أكبر من التّمييز وبسبـب غياب العناية الملائمة يكتفي العديد منهم بالّتداوي الذاتي مما يعرّضهم إلى مخاطر المضاعفات ويجرّ التّذكير في هذا الإطار بالمنع الذي فرض على الأطباء العاملين في البلاد التونسيّة من وصف العلاج بالهرمونات لفائدة المتحولين جنسياً.

و كما تبيّنه نتائج الاستبيانات الوطنيّة التي أجرتها الجمعيّة التونسيّة لمقاومة الأمراض المنقولـة جنسياً و السـيدـا بـدعم من الصندوق العالمي لمكافحة السـيدـا و السـلـ و المـلـارـيا، يـسـاـهمـ تـهـمـيـشـ المـثـلـيـاتـ وـ المـثـلـيـنـ وـ مـزـدـوـجيـ المـيلـ جـنـسـيـاـ وـ الـنـفـاذـ المـحـدـودـ لـلـمـعـلـومـاتـ وـ التـوـجـيـهـ وـ الـخـدـمـاتـ فـيـ مـجـالـ الـعـنـاـيـةـ الصـحـيـّـةـ فـيـ جـعـلـهـمـ أـكـثـرـ هـشـاشـةـ وـ عـرـضـةـ لـلـمـارـسـاتـ الـخـطـرـةـ .

كما نقلت الاستبيانات المذكورة نسبة انتشار للإصابة بفيروس نقص المناعة المكتسبة ضمن الرجال الذين لهم علاقات جنسية مع الرجال تساوي 4,9% سنة 2009 و 13% سنة 2011 و 9% سنة 2014 .

بنص الدّستور التونسي لسنة 2014 في فصله 38 على أنّ : « الصحة حق لكل إنسان. تضمن الدولة الوقاية والرعاية الصحية لكل مواطن وتتوفر الإمكانيات الضرورية لضمان السلامة وجودة الخدمات الصحية ».

و رغم أنّ تونس قد قبـلت خـلالـ الاستعراضـ الدـوـريـ الشـامـلـ لـسـنـةـ 2012ـ ثـلـاثـ تـوـصـيـاتـ تـتـعـلـقـ بـالـنـفـاذـ إـلـىـ الـعـنـاـيـةـ الصـحـيـّـةـ (ـ 84ـ وـ 85ـ وـ 89ـ)ـ فـنـفـاذـ المـثـلـيـاتـ وـ المـثـلـيـنـ وـ مـزـدـوـجيـ المـيلـ جـنـسـيـاـ وـ الـنـفـاذـ لـلـمـعـلـومـاتـ الصـحـيـّـةـ ماـ يـرـازـ مـحـدـودـاـ .

وبالفعل فـخـوفـاـ مـنـ الـوـقـوعـ تـحـتـ طـائـلـةـ التـتـبعـاتـ العـدـلـيـةـ بـمـقـضـيـ الفـصـلـ 230ـ مـنـ الـمـجـلـةـ الـجـزاـئـيـةـ يـتـنـازـلـ العـدـدـيـلـ مـنـ الـمـثـلـيـاتـ وـ الـمـثـلـيـنـ وـ مـزـدـوـجيـ المـيلـ جـنـسـيـاـ وـ الـنـفـاذـ لـلـمـعـلـومـاتـ الصـحـيـّـةـ جـنـسـيـاـ عنـ حـقـوقـهـمـ فـيـ الـخـدـمـاتـ الصـحـيـّـةـ فـيـ الـهـيـاـكـلـ العمـومـيـةـ حـيـثـ يـكـوـنـونـ ضـحـايـاـ لـلـعـدـدـيـلـ مـنـ أـشـكـالـ الـوـصـمـ وـ التـتـميـزـ فـيـ الـوـسـطـ الـاسـتـشـفـائـيـ .

ويـنـقلـ العـدـدـيـلـ مـنـهـمـ مـمـنـ تـوـجـهـواـ نـحوـ الـمـؤـسـسـاتـ الصـحـيـّـةـ طـلـباـ لـلـخـدـمـاتـ الصـحـيـّـةـ تـعـرـضـهـمـ لـلـمـعـاملـةـ الـمـهـيـنـةـ وـعـدـمـ اـحـتـرـامـ السـرـيـةـ وـافـشـاءـ السـرـ الطـبـيـ وـعـدـمـ الـاـكـتـرـاثـ بـحـاجـيـاتـهـمـ الـخـصـوصـيـةـ خـاصـةـ إـذـ تـعـلـقـ الـأـمـرـ بـالـصـحـةـ جـنـسـيـةـ وـالـإـنـجـابـيـةـ .

فـيـ حـالـةـ التـعـرـضـ إـلـىـ الـعـنـفـ الـمـبـنيـ عـلـىـ الـهـوـيـةـ أـوـ

يشكّل الإطار القانوني الرّدعي والتّفرقة وكذلك عمليّات العنف تجاه المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً عاملاً أساسياً في التّهميش والهشاشة ويترجم ذلك أساساً عبر النّفاذ المحدود لهؤلاء إلى حقوقهم الاقتصاديّة والاجتماعيّة وكذلك إلى الخدمات الأساسيّة ومنها الصّحة والتّعلّيم والعمل.

ويجب الإشارة أولاً إلى الغياب شبه الكلي للبيانات الخصوصيّة (معطيات موزعة حسب الفئة) فيما يتعلّق بالمثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً حيث أنّ السلطات التونسيّة تنكر تماماً الحاجيات والمشاكل الخاصّة بهذه الفئة من المواطنين.

الّتوصيات :

- اصدار قانون يحّرم جميع أشكال التّمييز والدّعوات للحقّ والكراهيّة تجاه المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً
- الاعتراف بجرائم الكراهيّة تجاه المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً واعتبارها ظروف تشديد عند اصدار الأحكام
- إنهاء التعديّات على الحرمة الجنسيّة وكراهة المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً داخل السجون واضطهادة مبادئ حقوق الإنسان وعدم التمييز (بما في ذلك المبني على التوجه الجنسي والهوية الجنسيّة) في تكوين الألعوان
- اعتماد هيئات استقبال وتوجيه وتكلّل طبيّ ونفسيّ واجتماعيّ وقضائي لفائدة المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً ضحايا العنف

وفي ديسمبر 2015 أقدم شاب من ولاية زغوان على قتل شقيقه الأكبر لأنّه مثليّ.

اما داخل السجون فوضعية المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً تدعو إلى القلق حيث يتعرضون للمؤذنون في بعض السجون مثل سجن المرناقية إلى التّفرقة والتّمييز فالرجال المدانون بسبب المثلية الجنسية أو حتّى في إطار قضايا الحق العام يسجّنون في جناح منفصل بسبب توجههم الجنسي ويُتعرّضون إلى شتّى أنواع المعاملة السيئة.

ففي إطار قضيّة القيروان وحسب شهادة الشّباب الستة لدى منظمات وطنية للدفاع عن حقوق المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً في بعد المعاملة البوليسية الفظة التي تعرضوا لها خلال الاستجواب والإيقاف تعرّضوا أيضاً إلى العنف اللّفظي والمادي للتّعذيب من قبل الحراس والسجنة الآخرين.

والسيد عبد اللطيف المكي النائب في مجلس نواب الشعب ووزير الصحة سابقاً.

وفي وقت دعا فيه وزير العدل السابق (عزل من منصبه بعد بضعة أسابيع) السيد محمد صالح بن عيسى يوم 28 سبتمبر 2015 إلى إلغاء الفصل 230 من المجلة الجزائية المخالف للدستور وللقانون الدولي :

«إثر اعتماد الدستور الجديد لا مجال إلى خرق الحرّيات الشخصيّة و الحياة الخاصة و الاختيارات الفردية حتّى الجنسيّة منها»

لكن عارض رئيس الدولة الباجي قائد السبسي بشدة إلغاء الفصل 230.

وقد خلق التّواجد العادي لخطاب الكراهية في الحياة اليومية التونسية مناخاً ملائماً للإفلات من العقاب فمنذ جانفي 2011 سجلت المنظمات الوطنية عدة جرائم معادية للمثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً أمام صمت السلطات وتذكرها للاواقع.

فعلى عكس ما صرّح به وزير الدّاخلية لم يقع Massimo ضحية لجريمة عاطفية ولا لعملية سرقة تطورت أحداها إلى حدّ القتل بل تم قتله في شهر نوفمبر 2014 ، حسب أقاربه، بسبب مثليته الجنسيّة.

التّمييز والعنف ضدّ المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً

يتعلّق الأمر بالمتّحولين جنسياً الذين يخضعون إلى مراقبة بوليسيّة تعسفيّة تفضي إلى تبعّات عدليّة تحت غطاء الفصول 226 مكرّر و 228 و 231 من المجلّة الجزائيّة وقد حصل ذلك مثلّاً لمجموعة من المتّحولين جنسياً تم إيقافهم في منطقة قصر السّعيد بضواحي العاصمة خلال شهر نوڤمبر 2015.

اما السّاحة الإعلاميّة التونسيّة فهي تعجّ بالأمثلة التي تبيّن خطاب الكراهية والتّحرير على العنف ضدّ المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً فتبيّن للعديد من السّكاوى أصدرت الهيئة العليا المستقلّة للاتّصال السّمعي والبصري بتاريخ 26 أكتوبر 2015 تنبّهها عبر بلاغٍ موجّه إلى قناة تلفزيّة بسبب استدامها لخطاب يزدرى المثليّين وأضافت الهيئة «أنّه في حال العودستكون العقوبة أشدّ»

ييدّ انه في غياب عقوبات رادعة تفرضها الهيئة العليا المستقلّة للاتّصال السّمعي والبصري ما فتئ هذا النوع من الخطاب يتّلّاكم ويصبح شائعاً في تاريخ 14 أفريل 2016 وفي نفس القناة التلفزيّة وصفّ ممثّل تونسيي المثلّيّة الجنسيّة «بالحالة المرضيّة».

ولا يقتصر هذا الخطاب المعادي للمثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً على الدّائرة الإعلاميّة بل تناقلته أيضاً بعض الشخصيّات الرسميّة مثل السيد الأزهر العكّاري، الوزير المفوّض لدى رئيس الحكومة

كرّس الدّستور التونسي لسنة 2014 مبدأ المساواة وعدم التّمييز في الفصل 21 :

«المواطنون والمواطنات متساوون في الحقوق والواجبات، وهم سواء أمام القانون من غير تمييز. تضمن الدولة للمواطنين والمواطنات الحقوق والحريات الفردية والعامّة، وتهيئ لهم أسباب العيش الكريم»

وهو مبدأ مكرّس أيضاً عبر الفصل الأوّل من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الذي ينصّ على ما يلي: «يولد جميع الناس أحرازاً متساوين في الكرامة والحقوق» وكذلك الميثاق الإفريقي لحقوق الإنسان والشعوب الذي يمنع في فصله الثاني «التمييز خاصة إذا كان قائماً على العنصر أو العرق أو اللون أو الجنس أو اللغة أو الدين [...]».

كما نذّكر بأنّ أعمال لجنة الأمم المتحدة لحقوق الإنسان قضت بأنّ «التوجه الجنسي يشكّل وضعًا محميًّا ضدّ التّمييز».

أمّا عمليّاً فأوجه التّمييز والعنف ضدّ المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً متعدّدة حيث هي «مبّررة» و «مقبولة» تحت غطاء القوانين الردعية التي تحرّم المثلّيّة الجنسيّة.

وفعلاً فكثيراً ما تقوم الشرطة بكلّ حرّية بعمليّات إيقاف عشوائيّة ضمن المثليين أو الذين يبدون كذلك وفاضة عندما



السّاحة الإِعلاميّة التّونسيّة تعجّ
بالأمثلة التي تبيّن خطاب الكراهية
والتحريض على العنف

التوصيات :

- الإلغاء الفوري للفصل 230 من المجلة الجزائية
- منع ممارسة الفحص الشرجي لإثبات الممارسات المثلية
- مواءمة المجلة الجزائية ومجلة الإجراءات الجزائية مع دستور سنة 2014 و مختلف المعاهدات والاتفاقيات التي صادقت عليها الدولة التونسية
- السماح للمتحولين جنسياً بالاعتراف الرسمى في الوثائق الرسمية للهوية (بطاقة التعريف الوطنية، جواز السفر، مضمون الولادة...)
- ضمان التّنفّاذ للمنظومة العدليّة لجميع المواطنين والمواطنات دون تمييز بما في ذلك التّمييز المبني على التّوجّه الجنسي والهويّة الجنسيّة.

كما تشير قضيّة الشّبان الستّ في القيروان إلى التعديات الواضحة على حقوق الإنسان من قبل السلطات التونسيّة حيث تم إيقافهم في مقر إقامتهم دون إذن قضائي وبحث السلطات في معطياتهم الشخصيّة كما أجروا على الخصوص لفحص شرجي و صدر بحقهم حكم بالسجن التّاليف لمدّة 3 سنوات على أقصى تقدير مع استبعاد من مدينة الإقامة لمدّة 3 سنوات و نال أحدهم عقوبة إضافيّة بالسجن لمدّة 6 أشهر لوجود مقاطع فيديو إباحيّة في حاسوبه الشخصيّ و تحت مفعول الاستيء العام و تجند المجتمع المدني تمت مراجعة الأحكام الصادرة ضدهم بيد أنّه تم تأكيد مبدأ الإدانة.

إضافة إلى الفصل 230 من المجلة الجنائيّة تستخدمن الدّولة الفصول 226 مكرّر حول الاعتداء على الأخلاق الحميدة و 228 المتعلق بالاعتداء بفعل الفاحشة و الفصل 231 الخاص بعرض النفس و تعاطي الخنا، حيث توظف هذه الفصول لتجريم المثلين و المثليين و مزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً (LGBT) في تونس و بالتالي فلا بدّ من مراجعة المجلة الجزائريّة (في فصولها 226 مكرّر و 228 و 230 و 231) لملاءمتها مع الدّستور التونسي لسنة 2014 و مختلف التعهدات الدوليّة للبلاد التونسيّة.

ويجب الإشارة هنا إلى عدم وجود أي اعتراف قانوني أو حماية خاصة للمتحولين جنسياً ولد تسمح الدّولة بتغيير الوثائق الرسميّة المتعلّقة بالهوية (بطاقة التّعريف الوطنيّة، جواز السّفر، مضمون الولادة...) و يوجد عنصر هام آخر في علاقة بالتفاذا إلى العدالة التي تمثّل إشكالاً كبيراً بالنسبة إلى المثلين و المثليين و مزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً في تونس فرغم تعرّض هؤلاء إلى العديد من الاعتداءات وأعمال العنف والّتهديدات فهم لا يرثون عموماً قضايا خشية التعرّض إلى الإيقاف و السجن بتهمة المثلية الجنسيّة بناء على مجرد تنميّة عنصريّة. وفي أغلب الحالات يحملون عند مواجهتهم للّشرطة على الإيمضاء على شهادات خاطئة تحت الضّغط أو تهديدات أعنوان الشرطة.

« تحمي الدولة الحياة الخاصة، وحرمة المسكن، وحرية المراسلات والاتصالات والمعطيات الشخصية... »

كما ان الممارسات التي يقتضيها تطبيق الفصل 230 غير متطابقة مع الالتزام الدولي لتونس بعنوان الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الذي ينص في فصله 12 على ما يلي :

« لا يعرض أحد لتدخل تعسفي في حياته الخاصة أو أسرته أو مسكنه أو مراسلاته أو لحملات على شرفه وسمعته، ولكل شخص الحق في حماية القانون من مثل هذا التدخل أو تلك الحملات» وكذلك بعنوان العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية الذي يعيد في فصله 17 النص الكامل للالفصل 12 المذكور أعلاه.

يوم 6 سبتمبر 2015 تم إيقاف الشاب مروان، طالب عمره 22 سنة، في مركز الشرطة بولاية سوسة لاستجوابه في قضية تمت تبرئته في إطارها ولكنّه خضع تحت الضغط البوليسي لفحص شرجي دون رضاه بعد أن تم البحث في مراسلاته الشخصية واستنتاج وجود علاقة «حميمة» بين مروان والضدية ثمّ مثل مروان أمام العدالة وحكم عليه بالسجن سنة نافذة وتمّ بعد الاستئناف الحطّ من العقوبة لتصل إلى شهرين سجنا وذلك تحت مفعول استثار غير مسبوق للمواطنين على المستويين الوطني والدولي.

وقد اعتبرت لجنة مناهضة التعذيب في تقريرها الصادر بتاريخ 3 أكتوبر 2014 فحوص العذرية والفحص الشرجي ممارستين تعذيبتين وأوصت بمنعهما لضمان�احترام التام للكرامة الإنسانية.

كما يتعارض الفحص الشرجي مع الفصل 23 من الدستور التونسي الذي ينص على أن :

« الدولة تحمي كرامة الذات البشرية وحرمة الجسد، وتمنع التعذيب المعنوي والمادي... ».

كما يتعارض مع الأخلاقيات والأديبيات الطبية خاصة حين تتبّع أنّ الفحص عادة ما يتم تحت الضغط البوليسي و في أغلب الحالات بحضور أعيان أمن داخل قاعة الاختبار و في بيان نشر للعموم يوم 28 سبتمبر 2015 عبر المجلس الوطني لهيئة الأطباء التونسيين عن « قلقه العميق تجاه إدانة مواطن تونسي بتهمة اللّوّاط اعتمادا على معاينة طبية» و أكد على أن :

« المجلس بصفته الضامن لاحترام الأخلاقيات الطبية يدين بشدة أيّ فحص طبيٌّ شرعي غير مبرر يمارس دون رضاه المعنوي ومن شأنه أن يمس بالكرامة وبالحرمة الجسدية أو الذهنية للشخص الخاضع للاختبار».

إضافة إلى ذلك يدعو تطبيق الفصل 230 إلى التعدي على الحق في الحياة الخاصة للمواطنين والمواطنات التونسيين المكفول بمقتضى الفصل 24 من الدستور

يدعو تطبيق الفصل 230 إلى
التعدي على الحق في الحياة الخاصة
للمواطنين والمواطنات التونسيين



فحتى بعد ثورة 2011 ودخول دستور 2014 حيز التنفيذ تم استجواب العديد من الأشخاص عملاً بالفصل 230 الذي يجرّم الممارسات الجنسية بين الرّاشدين من نفس الجنس وبرضاهem.

لإثبات الممارسات المثلية عادة ما تلتجيء الدولة التونسيّة إلى « الفحص الشرجي » و هي ممارسة صنفتها الجنة الدوليّة لمناهضة ال تعذيب التابعه للأمم المتحدة كمعاملة وحشية و محظة بالكرامة ولا إنسانية يمكن أن تدخل في باب ممارسات التعذيب

وهي ممارسة تتضارب بالفعل مع الفصل 5 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان و كذلك الفصل 7 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية الذي ينص على ما يلي :

« لا يجوز إخضاع أحد للتعذيب ولا للمعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو الحاطمة بالكرامة وعلى وجه الخصوص، لا يجوز إجراء أية تجربة طبية أو علمية على أحد دون رضاه الحر. »

يعد التطرق للمسألة القانونية في هذا التقرير ضرورة ذلك لأنّ تونس مطالبة بتفعيل كامل تشريعاتها طبقاً لدستور 2014 والاتفاقيات الدوليّة التي أقرّتها وهي خطوة ضروريّة ل تستكمّل البلاد انتقالها الديمقراطي وإحلال دولة القانون.

وللذّكير، فقد رفضت تونس توصيتين في إطار استعراضها الدّوري الشامل (سنة 2012) تخصّان إلغاء قوانين تجرّم العلاقات الجنسيّة بين الرّاشدين من نفس الجنس و برضائهم.

تعتمد الدولة التونسيّة أساساً على الفصل 230 من المجلة الجنائيّة الذي ينصّ على « انّ اللواط أو المساحة ،...، يعاقب مرتكبه بالسجن لمدة 3 سنوات».

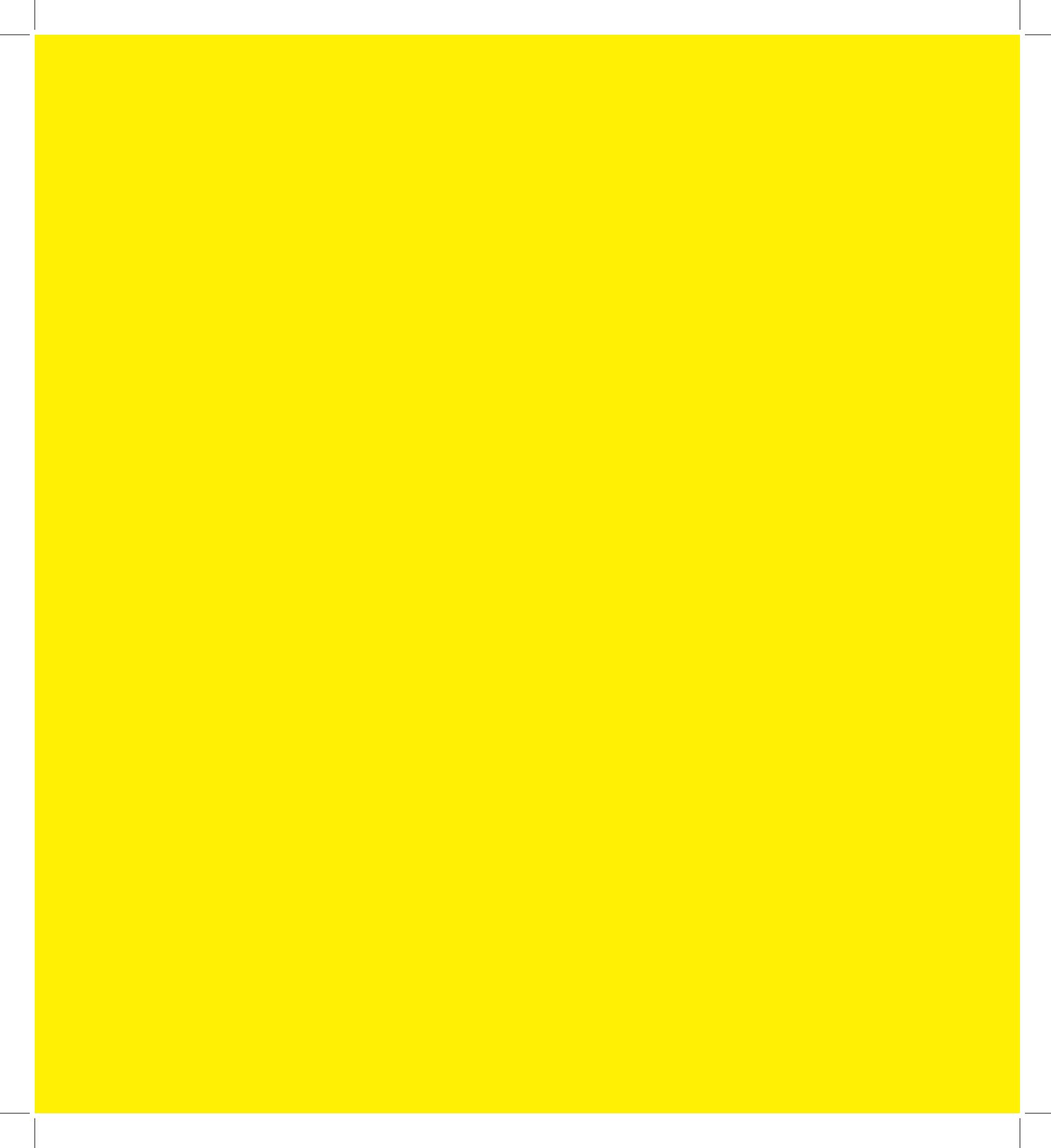
هذا الفصل مخالف للدّستور لأنّه يعتمد على التّمييز القائم على أساس التوجّه الجنسي بينما يؤكد الدّستور التونسي لسنة 2014 في فصله 21 أنّ المواطنين والمواطنات متساوون في الحقوق والواجبات، وهم سواء أمام القانون من دون تمييز».



منذ ثورة 2011 سجلت تونس تقدّمات مرممقة في مجال احترام الحقوق والحرّيات وكرّستها باعتماد دستور 27 جانفي 2014 لكن عكس التقدّمات المنجزة في مجال الحقوق والحرّيات العامة (وخاصة منها حرّية التنّظم في جمعيّات وحرّية الاجتماع وحرّية التّعبير...) تشهد الحرّيات الفردية تراجعاً ملحوظاً مع ارتفاع بالغ في الانتهاكات المسجلة و منها وضعية المثليّات والمثليّن ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً (LGBT) التي تتطلّب عناية خاصة. وفي ذات الإطار و بمناسبة الاستعراض الدّوري الشّامل الخاص بتونس المقرّر لشهر ماي 2017 يطرح الائتلاف التونسي لحقوق المثليّات والمثليّن ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً (المتكوّن من «دمج» الجمعيّة التونسيّة للعدالة والمساواة و«شوف» و«كلمتني» ومبادرة «موجودين» للمساواة وجمعية «شمس») التّقرير الحالي بدعم من الشبكة الأورو-متوسطيّة لحقوق الإنسان.

الفهرس

05	الإطار القانوني
10	التمييز والعنف ضد المثليات والمتلillas ومزدوجي الميل الجنسى والمتحولين جنسيا
14	الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والنفاد إلى الخدمات
18	حرية التنظم



تقرير من اعداد :



- دمج الجمعية التونسية للعدالة والمساواة : هي منظمة تهدف إلى حماية وتعزيز حقوق الإنسان للمثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً (إل جي بي تي) في تونس.

- مبادرة موجودين للمساواة هي جمعية تونسية تناضل من أجل المساواة ودعم حقوق المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً (إل جي بي تي).

- كلمتي هو إئتلاف لناشطين تونسيين ي العمل على تعزيز قيم التسامح، ويدافع عن حقوق المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً (إل جي بي تي).

- شوف منظمة نسوية تدافع عن الحقوق الجنسية والجنسية للنساء. تعمل المنظمة على تعزيز قدرات النساء المنتديات إلى الاقليات الجنسية، العرقية، الاقتصادية والثقافية. كما تقدم شوف الدعم النفسي، القانوني والصحي لأي امرأة أو الاشخاص الذين يحددون أنفسهم على هذا النحو.

- شمس جمعية تعمل من أجل الغاء تجريم المثلية الجنسية في تونس، وتعمل من أجل مكافحة رهاب المثلية وبدء مناقشة موضوع المثلية الجنسية في المجتمع

بدعم من الشبكة الأورومتوسطية لحقوق الإنسان - الأورومتوسطية للحقوق

HEINRICH BÖLL STIFTUNG
شمال إفريقيا تونس

و بدعم من هنريش بول

المنظمات الموقعة الأخرى

- الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات

- الهيئة التونسية لاحترام الحقوق والحريات في تونس

- المنظمة التونسية للعدالة الاجتماعية والتضامن

- جمعية الدفاع عن الحريات الفردية

- جمعية حق الاختلاف

- جمعية قسطاس لتنمية الديمقراطية والدفاع عن حقوق الإنسان

- الجمعية التونسية للوقاية إيجابية

- مجموعة مناصرة ذوي الاعاقات

- مجموعة توحيدة بالشيخ

- جمعية بيتي

- شبكة دستورنا

- جمعية كلام للتعايش مع اللغة البديلة و الحرفة

- جمعية رؤية حرة